

Consultation d'opinion sur l'approche d'ONU Femmes concernant le travail sexuel, le commerce sexuel et la prostitution

ONU Femmes, se fondant sur le principe d'égalité inscrit dans la Charte des Nations Unies, œuvre à l'élimination de toute discrimination à l'encontre des femmes et des filles, à l'autonomisation des femmes et à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits humains, de la paix et de la sécurité. ONU Femmes s'engage, au cœur de sa mission, à la promotion des droits des femmes.

À l'heure actuelle, ONU Femmes n'a pas de position de principe claire concernant le travail sexuel, le commerce sexuel ou la prostitution, mais l'élaboration de cette position est en cours. Elle sera fondée sur les [accords internationaux qui orientent le travail d'ONU Femmes](#) et sur un cadre international relatif aux droits humains, comprenant la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes \(CEDAW\)](#), le [Programme d'action de Beijing](#) et le [programme de développement durable à l'horizon 2030](#).

Le travail relatif à notre position de principe comprendra l'écoute de divers groupes et populations, agences et organisations intéressés par le sujet. Il s'agit notamment des travailleuses du sexe/groupes de travailleuses du sexe, des rescapées de la prostitution et des groupes les représentant ainsi que d'organisations féministes et de défense des droits des femmes. Les avis des autres entités des Nations Unies et des États membres seront également entendus.

Comme cela se reflète dans le langage utilisé pour en parler, le travail sexuel, le commerce sexuel et la prostitution constituent un domaine où les débats et la contestation sont intenses. Nous invitons quiconque souhaitant partager son opinion à le faire, et ce quelle que soit son analyse. Votre avis nous intéresse.

ONU Femmes a rencontré diverses organisations pour discuter de leur analyse du travail sexuel et de la prostitution au cours des dernières années. Aujourd'hui, nous lançons une période de consultation officielle autour de trois questions. Ces questions s'inscrivent dans le cadre actuel du travail des Nations Unies, notamment le programme Horizon 2030 et les Objectifs de développement durable. Il n'est pas nécessaire de connaître ces textes ou ces documents, car les principes clés en sont clarifiés dans les questions ci-après.

Question 1) Le programme Horizon 2030 s'attache à l'universalité, aux droits humains et à la prise en compte de tous. Comment interprétez-vous ces principes dans le cadre du travail/commerce sexuel ou de la prostitution ?

Question 2) Les Objectifs de développement durable (ODD) ont pour ambition de [parvenir à l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes et les filles](#). Les ODD comprennent également plusieurs cibles relatives à l'autonomisation des femmes, telles que:

- a) les droits reproductifs
- b) l'accès des femmes aux terres et aux biens
- c) le développement de sociétés paisibles et inclusives
- d) l'élimination du trafic des femmes
- e) l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Selon vous, comment les politiques relatives au travail, au commerce sexuel et à la prostitution peuvent-elles favoriser ces cibles et ces objectifs ?

Question 3) Le commerce sexuel est sexo-spécifique. Quelle est la meilleure manière de protéger de la violence, de la stigmatisation et de la discrimination les femmes qui sont impliquées dans ce commerce ?

Veillez limiter votre réponse aux questions ci-dessus à 1500 mots maximum au total. Vos réponses à ces questions seront très précieuses pour ONU Femmes.

Veillez envoyer votre contribution à consultation@unwomen.org avant le 16 octobre 2016 en indiquant en objet « Proposition écrite ».

Tous les emails doivent inclure :

- i) votre nom
- ii) votre organisation et votre titre, le cas échéant

Dans un souci de transparence, toutes les propositions seront mises en ligne. Si vous ne souhaitez pas que votre proposition soit mise en ligne pour des raisons de confidentialité ou tout autre motif, veuillez l'indiquer dans votre réponse.

Les groupes ou les coalitions de parties prenantes sont invités à faire part de leur opinion en commun. Nous sommes désireux de recevoir l'avis des parties intéressées dans le monde entier et tout particulièrement dans les pays du Sud.

Ce travail alimentera un document d'orientation qui devrait être rendu public en 2017.

Nous vous remercions du temps que vous voudrez bien dégager pour contribuer à ce travail. Votre opinion est précieuse.
